



## Réunion du groupe-pays Madagascar

Mercredi 15 décembre 2021 de 10h30 à 13h

Maison de la Nouvelle-Aquitaine à Paris, 21 rue des Pyramides, 75001 Paris, et en visioconférence

### Compte-rendu

Liste des participantes et participants :

NOM	Prénom	Fonction	Organisme
CHEMIN	Carole	Chargée d'études - Coopération Internationale	Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse
TOURON	Rémi	Chargé de mission programme & coopération internationale	Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse
TOURNYOL DU CLOS	Jean-François	Délégué pour Madagascar, Comores, Maurice	AGIR abcd
LEPAGE	Adrien	Coordinateur-Représentant	Agrisud International Madagascar
GRANDJEAN	Thibau	Chargé de mission	Ambassade de France à Madagascar
RANDIMBIARISOA	Mishou	Premier Conseiller	Ambassade de Madagascar en France
RATSIRIMPADY	Lionel	Conseiller	Ambassade de Madagascar en France
RATRIMOARIVONY	Mamy	Administratrice et Responsable de la Commission Développement Rural	Association Solidaires avec Madagascar - SoaMad
COURBOIN	Zoé	Chargée de mission	Cités Unies France
KOUKOU	Constance	Cheffe du service Animation géographique et thématique	Cités Unies France
SEVRIN	Geneviève	Directrice générale	Cités Unies France
HELLUIN	Jean-Jacques	Délégué Général	CODATU
BEANDRONA	Ambre Zita	Chef de Service des Partenariats	Commune Urbaine de Toamasina
NAROVE	Soamamy	Directrice des Relations internationales	Commune Urbaine de Toamasina
CAUSSANEL	Isabelle	Responsable p.i de la mission Coopération Internationale et Régionale	Conseil départemental de La Réunion
RICHARD	Louis Eddie	Responsable de l'antenne du CD à Madagascar	Conseil départemental de La Réunion
TESSIER	Pierre	Responsable Pôle Observation du Territoire	Conseil régional de La Réunion
DUFORESTEL	Pascal	Conseiller régional délégué à la coopération internationale Président du groupe-pays Madagascar de CUF	Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine

LANGLADE	Delphine	Chargée de mission	Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine
MAY	Pauline	Chargée de mission	Conseil régional d'Ile-de-France
DE MARCH	Michel	Chargé de mission territorial	France Volontaires
RATSIMBA	Lovaso	Représentant National - Responsable de l'Espace Volontariats Madagascar	France Volontaires
BLANC	Karine	Responsable Solidarité Internationale - Direction Eau et Déchets	Grand Lyon
CHAILAN	Jean-Luc	Vice-président, délégué au service public de l'eau Maire	Nîmes Métropole Ville de Caveirac
RAJAONARY	Liana	Chargée de mission	Programme Solidarité-Eau (pS-Eau)
MARCELLIN	Philippe	Conseiller Municipal délégué aux Relations Européennes et solidarités internationales, Jumelages et coopération décentralisée	Ville d'Auch
BOINA HAMISSI	Mohamadi	Directeur de cabinet	Ville de Mamoudzou
CHIHABOUDINE	Ben Youssouf	Conseiller municipal	Ville de Mamoudzou
DINOURAINI	Munia	Adjointe au Maire développement économique	Ville de Mamoudzou
MOUSTOIFA	Nadhirou	Responsable du service Relations internationales	Ville de Mamoudzou
MZE MOGNE	Hamidani	Conseiller municipal	Ville de Mamoudzou
RAHELISON	Dominique	Chef du protocole	Ville de Mamoudzou
RAKOTO	Claudie	Déléguée à la coopération régionale, action décentralisée	Ville de Mamoudzou
MESCHEDE	Claudia	Chargée de Mission - Relations internationales et transfrontalières	Ville de Mulhouse
SAUNIER-HRUSTIC	Sigolène	Directrice des Relations Internationales	Ville de Saint-Etienne

Animation de la réunion par **Pascal Duforestel**, Conseiller régional délégué à la coopération internationale de la Nouvelle-Aquitaine et nouveau Président du groupe-pays Madagascar

## 1. Mot d'accueil et présentation de l'ordre du jour et des objectifs de la réunion par Pascal Duforestel

- Remerciements :
  - o Aux collectivités présentes, adhérentes et non-adhérentes
  - o Aux élus et élus français présents
  - o A Isabelle Boudineau, pour son travail en tant que Présidente du groupe et qui continue d'œuvrer pour la région
  - o Aux équipes techniques de CUF, du Conseil régional de la Nouvelle Aquitaine, de l'Ambassade de France à Madagascar et de la DAECT
  - o Aux partenaires pour leur disponibilité et intérêt, dont les partenaires techniques tels que l'AFD, le pS-eau
  - o Aux autorités nationales malgaches présentes
- Présentation de Monsieur Duforestel :
  - o Auparavant, élu en charge de l'économie sociale et solidaire. Investi au sein de réseaux nationaux et internationaux, dont le *Global Social Economy Forum*. Découverte de la coopération décentralisée lors d'un déplacement à Fatick, au Sénégal
  - o Nouvellement élu délégué de la coopération internationale de la Nouvelle-Aquitaine

- Entrepreneur anciennement dans l'événementiel culturel puis aujourd'hui dans l'import de produits bio du bassin méditerranéen
- Président du Parc naturel régional du Marais Poitevin. Amène aussi à des collaborations à l'international, avec d'autres parcs.
- Rappel de l'attachement d'Alain Rousset, Président de la région Nouvelle-Aquitaine à la coopération décentralisée en général, et avec Madagascar en particulier.
- Rappel de l'importance d'être membre actif du réseau de Cités Unies France et d'y cotiser afin de mener à bien les travaux communs.
- Rôles et missions du groupe-pays Madagascar :
  - Offrir un espace d'information, d'orientation et de représentation des CTF engagées dans des partenariats de coopération décentralisée avec Madagascar
  - Renforcer la cohérence et la concertation des actions des CTF engagées dans ce pays
  - Promouvoir de nouvelles pistes de coopération décentralisée
- Objectifs de la réunion : avoir un aperçu des projets de coopération en cours, trouver un moyen de mobilisation collective pour agir dans le Sud du pays, et initier le travail de feuille de route pour le GP Madagascar de CUF

## 2. Point d'actualité des coopérations franco-malgaches en cours, par les collectivités territoriales présentes

### - Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine

Coopération avec la région Itasy depuis 2007, 4<sup>ème</sup> accord-cadre en cours. 4 axes d'intervention :

- Renforcement institutionnel de la région et des communes : 1 projet financé par l'Agence de l'eau Adour Garonne, le MEAE, l'UE et la région Nouvelle-Aquitaine, qui se termine. Phase d'instruction à l'AFD pour la poursuite de ce projet via une FICOL, projet qui a déjà acquis un co-financement dans le cadre du projet inter-agences. Merci à l'AERMC. Volonté de démarrer ce projet en 2023 au plus tard. Projet également porté sur la gestion intégrée de la ressource en eau (cf. ci-dessous) ;
- Formation agricole et rurale : soutien au Centre régional de formation professionnelle agricole de la région Itasy, au Conseil régional de formation agricole et rurale et aux autres établissements (collèges, lycées, ONG – notamment avec Agrisud). Un projet financé par une FICOL, projet se terminera en 2023 (retard causé par la pandémie) ;
- Gestion des ressources / gestion des ressources intégrées en eau : création d'un comité de gestion du lac Itasy en 2018. Poursuite de cette dynamique espérée par une FICOL et le financement de l'AERMC ;
- Appui aux politiques de jeunesse, d'emploi et de formation professionnelle dans les lycées techniques et professionnels et université : Un programme d'envoi et d'accueil de volontaires de réciprocité. Les deux jeunes ont été sélectionnés.

Mission technique réalisée en décembre, mais difficultés liées à la situation sanitaire (confinement imposé car cas contact). Rencontre du Gouverneur de la Région Itasy qui viendra à Bordeaux en mars/avril.

### - Ville de Mamoudzou

La coopération a commencé l'année dernière, avec un don de 100 000 € via Cités Unies France, dans une situation d'extrême détresse sanitaire. Ensuite, Mamoudzou a travaillé sa propre feuille de route de

coopération régionale, en particulier dans certaines villes comme Bealanana, Diego et Antananarivo. L'objectif est de développer les jumelages : avec Bealanana, la ville a déjà construit une coopération autour de l'agriculture. Mamoudzou cherche également à développer les échanges culturels.

La délégation dépêchée par la ville pour conduire une mission de reconnaissance a permis de rendre visite à de nombreuses collectivités sur place (Majunga, Antananarivo, Diego), et de signer une convention avec Diego-2, une convention sur le plan culturel est en gestation avec Majunga. Pour le Sud, il faut voir s'il est possible de monter des projets autour de l'adduction de l'eau et du reboisement. Mamoudzou s'annonce intéressée par un projet pérenne sur le reboisement du Sud de l'île.

#### - **Conseil départemental de Mayotte**

Le département souhaite organiser les ateliers de la coopération pour créer des coordinations à destination des communes qui s'intéressent à la coopération décentralisée. Son action s'inscrit dans un cadre plus global, le cadre stratégique de coopération et de l'action internationale du département, une stratégie adoptée en 2018, qui intervient sur tout le bassin du canal du Mozambique (9 pays dont Madagascar). Le département a voulu que le futur programme opérationnel 2021-2027 s'insère dans cette stratégie de coopération dans 5 pays différents.

Le département a installé sa première représentation dans l'Ambassade de France à Madagascar pour inscrire sa coopération avec l'île sur le long terme. 4 conventions cadre de coopération ont été signées par le département pour venir en aide aux collectivités malgaches dans 4 régions, avec environ 500 000 € par an, et sur la base d'un relai associatif solide sur place. Il s'agit d'échanges sportifs, culturels, environnementaux, mais aussi de soutien à des initiatives professionnelles, directement auprès d'entrepreneurs locaux. Avec la Réunion, le département a élaboré une action pour le Sud du pays afin de répondre à la sécheresse, en envoyant près de 100 000 € en subventions à des partenaires sur place.

#### - **Conseil départemental de La Réunion**

Pas de convention de coopération décentralisée avec des collectivités malgaches, mais une intervention soutenue sur l'ensemble du pays depuis 20-30 ans, via deux modes opératoires :

- Soutien d'associations humanitaires, culturelles, de co-développement sur quasiment l'ensemble du territoire ;
- Poursuite d'un programme de mise à disposition d'animateurs en langue française dans des lycées publics malgaches, soutenu par le MEAE. Programme élaboré sur 2 ans devait s'appuyer sur un travail entre des animateurs malgaches et des jeunes de la Réunion en Volontariat de Service Civique (VSC), mais cet axe a été annulé à cause du Covid. Le programme s'est maintenu via la formation continue des animateurs malgaches.

#### - **Conseil régional de La Réunion**

Plusieurs projets sont portés par la région, dont les deux ci-dessous sont gérés par Monsieur Tessier et cofinancés dans le cadre d'une FICOL, INTERREG, le MEAE et par la région de la Réunion :

- Projet d'aménagement du littoral dans la Communauté Urbaine de Morondava (CUM), soumise aux conséquences de l'érosion côtière (4 mètres de recul par an). Le projet vise à rendre la ville plus résiliente en implémentant des aménagements de protection, et un aménagement paysager sur le front de mer pour la rendre plus attractive ;
- Projet d'implantation de systèmes d'information géographiques (SIG) au sein des collectivités, dans la CUM, la région du Menabe, la région du Diana, et l'Institut géographique de Madagascar, le Foiben-Taosarintanin'i Madagasikara (FITM). L'objectif est de les équiper d'ordinateurs, de drones, de logiciels de traitement de données et d'images pour avoir les outils

nécessaires à différents projets. Le FTM produit toutes les données de référence du pays. Le projet vise à connecter le niveau national et les niveaux régional et communal, notamment en équipant les régions de ces systèmes pour mutualiser les données et les équipements au service du développement du pays.

- **Nîmes Métropole**

La délégation de l'eau de la métropole a affecté une ligne budgétaire pour élaborer un projet, qui devrait se situer dans la région de Diana. Il est convenu d'avoir une première mission dans la commune de Diego pour voir la réalité des besoins quant à l'accès à l'eau et à l'assainissement dans certains quartiers, sur une demande du maire de la commune. Sur la base de ce diagnostic, il sera possible de concevoir un programme de coopération. Le cas échéant, ce projet demandera beaucoup d'interconnexions puisqu'il existe déjà de nombreux programmes de coopération avec la ville de Diego, mais pas forcément sur le thème de l'eau. Il faudra aussi coopérer avec la direction l'AGIRAMA, en charge de la gestion de l'eau dans le pays.

- **Ville de Mulhouse**

Coopération qui date de 20 ans. Une FICOL vient de se finir autour de la gestion des déchets. Nouvelle FICOL en gestation, qui sera élargie à des questions de santé et d'environnement. La ville associe les hôpitaux et universités de Strasbourg pour des questions de santé, et les pompiers de Hochfelden, qui ont une coopération avec les pompiers de Majunga autour de la prévention, l'intervention et le travail avec la population sur la protection civile. La ville espère pouvoir commencer les travaux fin 2022, début 2023. Ce nouvel accord triennal cofinancé par le MEAE devrait être signé en 2022. Une mission est prévue au printemps 2022 pour un suivi des travaux actuels et le lancement du nouveau projet impliquant de nouveaux partenaires sur place.

- **Conseil régional d'Ile-de-France**

Coopération avec la commune urbaine d'Antananarivo depuis 1990, sur des sujets urbains de transport et d'environnement dans les années 2000. Depuis, la coopération s'est recentrée sur des questions sociales et patrimoniales :

- Cette année a été construit un centre social pour l'accueil de femmes victimes de violences ;
- La région a financé la rénovation de la bibliothèque municipale ;
- Un grand programme est cofinancé par la DAECT sur la valorisation et la protection du patrimoine de la haute ville dans la capitale ;
- Accompagnement de la commune à sa candidature au réseau du label des villes créatives ;
- Un nouveau projet se prépare, avec d'autres collectivités locales en Afrique, sur la transition numérique des territoires. Ce projet en construction fait l'objet d'une demande de FICOL.

- **Ville de Saint-Etienne**

Coopération avec la ville de Tamatave depuis de nombreuses années. Récemment, recentrage des actions autour de la question de l'entrepreneuriat. Le projet a monté une fabrique des pratiques entrepreneuriales, avec un premier volet sur la création d'une pépinière d'entreprises, un autre sur la formation à l'entrepreneuriat (sensibilisation et mise en place d'un centre de formation), et enfin le soutien à l'insertion professionnelle (groupe d'entraide et méthodologie d'accompagnement). Projet triennal, soutenu par le MEAE, qui se termine en décembre. Pour la suite, objectif de développement de ce centre et d'enrichissement des formations proposées.

La fabrique des pratiques entrepreneuriales a été désignée pour accompagner les commerçants qui occuperont l'espace littoral qui va être réaménagé dans la ville de Tamatave. Toute l'année 2021 a été mise à profit par la fabrique pour faire valoir son expérience, à travers des événements publics. La prochaine triennale renforcera encore les compétences de la fabrique dans ces domaines.

#### - **Grand Lyon**

La coopération décentralisée avec la région Haute Matsiara existe depuis 2006. Un nouveau programme a commencé au 1<sup>er</sup> juillet, fortement soutenu par l'AERMC, le Syndicat Interdépartemental d'assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) et le fonds de dotation Saur Solidarités. Il comprend 5 volets :

- Institutionnel : renforcement aux niveaux communal et régional ;
- Eau potable : chantiers réalisés en milieu rural et urbain, en coopération avec 25 communes ;
- Assainissement : au niveau rural, basé sur la TPC, et au niveau urbain, notamment à Fianarantsoa, en collaboration avec Practica ;
- La Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) sur les différents bassins versants de la région, en collaboration avec AgriSud ;
- Formation initiale grâce à un partenariat avec des universités lyonnaises et de Fianarantsoa pour des échanges de stagiaires, d'enseignants chercheurs, sur la formation GIRE et eau au niveau Licence. Projet d'échange entre des écoles de la métropole de Lyon et la région Haute Matsiara, par l'intermédiaire d'un film.

Il existe un autre fonds pour subventionner des associations dans différents pays et en particulier à Madagascar. Ces associations opèrent dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement.

#### - **Ville d'Auch**

Projets commencés en 2015, avec la ville de Mantasao. En 2023, toutes les zones urbaines et rurales de Mantasao auront été équipées, avec des équipements individuels et collectifs. La priorité est de rendre les installations pérennes, avec un délégataire sur place pour la gestion, et des intervenants qui assureront la maintenance des équipements et leur pérennité.

#### - **Association Coopération pour le Développement et l'Amélioration des Transports Urbains et Périurbains (CODATU)**

Depuis la nouvelle loi d'août 2021, le dispositif 1% est étendu aux transports et complète les dispositifs précédents sur l'eau et l'assainissement, mais aussi ceux des déchets et de l'énergie<sup>1</sup>. Ce nouveau texte permet aux autorités organisatrices de la mobilité en France de consacrer jusqu'à 1% de leur budget à des actions de coopération internationale, dans un domaine jusqu'à présent très peu traité à Madagascar, alors que c'est un sujet majeur dans la capitale et les autres grandes villes du pays. Ce thème de la mobilité pourrait faire naître une nouvelle génération de projets dans ce pays.

L'association CODATU reprend des projets lancés par la région Ile-de-France avec la capitale Antananarivo, qui consistent à moderniser le système des taxis B qui transportent plus d'un million de personnes par jour dans la capitale, dans des conditions difficiles. Ces difficultés de mobilité dans les villes sont des freins au développement dans toutes les villes malgaches, et donc du pays dans son ensemble.

Les 1% eau et assainissement financent de petits projets. Le but du 1% transport n'est pas de construire des infrastructures, mais d'apporter aux autorités malgaches l'expertise des collectivités françaises pour imaginer concevoir des vrais projets urbains, qui devront ensuite être financés par des bailleurs internationaux.

---

<sup>1</sup> LOI n° 2021-1031 du 4 août 2021 de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales  
(1) <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043898536/>

## - **La Commune Urbaine de Toamasina / Ville de Tamatave**

Fort intérêt pour développer des activités dans les domaines de la mobilité urbaine, les SIG et l'eau et assainissement avec les Agences de l'eau.

→ Jean-Jacques Helluin (CODATU) envoie à la ville de Tamatave une invitation pour le prochain Club des autorités organisatrices de la mobilité (AOM), prévu en février 2022 en visioconférence, dont le but est de développer les coopérations entre villes en matière de transports urbains.

### **3. Possibilités de mobilisation collective des collectivités territoriales françaises pour appuyer les collectivités malgaches dans la lutte contre la sécheresse dans le Sud du pays**

#### - **Les initiatives des collectivités**

Le Conseil départemental de La Réunion est intervenu via des aides d'urgence en 2020-2021 à destination du Grand Sud, pour un total de 358 000 €, en soutenant des associations d'urgence alimentaire. Le plan de mandature 2021-2028 du Conseil départemental a inscrit la notion de solidarité avec la zone Océan Indien et le principe d'une solution de long terme pour l'autonomie alimentaire. Le président du département a souhaité travailler sur un programme de 2 à 4 ans qui consisterait à intervenir dans le Sud malgache pour monter des projets et apporter des solutions pour l'approvisionnement en eau, en nourriture, et pour le reboisement. Dans le service, le travail sur ces axes a déjà commencé, de même que les sollicitations des associations avec lesquelles il est en contact, pour faire remonter des projets envisageables. Le département souhaite confier à Transmad (une ONG sur place) une mission de coordination entre les différentes actions des associations locales. Le projet serait programmé sur 2 à 3 ans, pour un budget encore non définitif. Un autre enjeu est le ciblage des lieux d'intervention. Le département souhaite agir avec d'autres collectivités françaises, notamment le Conseil départemental de Mayotte.

#### - **L'appel ECLAIR, présenté par l'Ambassade de Madagascar en France**

La cartographie de la coopération décentralisée montre que le Sud du pays, à cause des difficultés de communication, est largement délaissé. A l'Ambassade, on sollicite une mobilisation internationale avec des projets déjà élaborés pour le Grand Sud dans le cadre des financements 1%. Madagascar est reconnu comme 1<sup>ère</sup> victime des changements climatiques avec 1,5 million d'individus immédiatement victimes de la sécheresse. Le gouvernement, avec l'appui de la communauté internationale, a lancé un appel ECLAIR<sup>2</sup> pour l'appui au Grand Sud, frappé actuellement par une sécheresse sans précédent. Il y a un gap de financement d'environ 75 millions de dollars. Le travail de recensement des besoins et d'identification des localités est déjà réalisé. Ce sont des besoins de courts termes pour répondre à l'urgence. Bien que les projets de coopération décentralisée soient réalisés sur le temps long, débiter une activité dans le Sud pourrait être une base pour des actions plus pérennes à l'avenir.

#### - **Les fonds de solidarité de Cités Unies France<sup>3</sup>**

Ils permettent aux collectivités donatrices de gérer le fonds de manière collégiale. Les fonds sont ouverts à la demande des collectivités françaises lors d'une situation de crise particulière et agüe. Ces fonds sont

---

<sup>2</sup> Ce document est consolidé par OCHA au nom de l'équipe de pays des Nations Unies et des partenaires humanitaires. Il fournit une compréhension commune de la crise, y compris les besoins humanitaires les plus urgents et le nombre estimé de personnes qui ont besoin d'aide. Il représente une base de données consolidée et contribue à éclairer la planification conjointe de la réponse stratégique <https://reliefweb.int/report/madagascar/madagascar-appeal-urgent-la-solidarit-alors-que-la-crise-climatique-menace-la-vie>

<sup>3</sup> Plaquette et vidéo de présentation : <https://cites-unies-france.org/Fonds-de-solidarite-de-Cites-Unies-France>

abondés par les collectivités françaises et pour les collectivités étrangères concernées. Le travail d'identification des actions s'accomplit en lien avec les Ambassades, des partenaires de confiance et les associations de pouvoirs locaux qui remontent les besoins des collectivités sur place. Le travail d'identification et de coordination est réalisé par l'équipe de CUF. Les collectivités donatrices sont sollicitées lors des réunions de comité de pilotage afin de prendre des décisions suite à la présentation d'informations pertinentes. Les fonds ne sont pas déployés dans l'extrême urgence, puisque les donations nécessitent un temps de délibération dans les collectivités. Un fonds de solidarité serait pertinent, à la fois pour mener une action propre à CUF et non dépendante des Nations Unies, et pour affiner les ambitions des collectivités. Cette région est très grande, mais un petit budget permettrait de centrer le projet autour de 2 ou 3 actions bien ciblées et cohérentes avec les attentes des collectivités.

→ Pour le chantier du Grand Sud, quelques points restent à améliorer :

- Faire des ponts entre les collectivités de métropole et celles d'outre-mer : Mayotte et la Réunion sont très investies à Madagascar, le réseau Océan indien que pourraient constituer ces échanges est un bon outil pour favoriser le développement durable ;
- Utiliser le fonds de solidarité comme un relai financier mais aussi technique, dans la définition des besoins et des méthodes. Cette contribution des collectivités ayant une expertise dans le domaine de l'eau pourrait également éclairer les bailleurs de fonds internationaux dans leur choix de direction des financements.

#### 4. Début des réflexions sur la feuille de route du groupe-pays Madagascar pour les 3 prochaines années (objectifs, thématiques prioritaires, activités principales pour atteindre l'objectif principal du groupe, partenaires à associer, calendrier...) → Point reporté

#### 5. Conclusion par Pascal Duforestel

- Réunion à reprogrammer rapidement et si possible en présentiel, pour aborder la feuille de route et terminer le tour de table autour du point central de la sécheresse ;
- Le fonds de solidarité peut justement être une manière d'attirer des collectivités vers un thème qui n'aurait pas retenu leur attention, voire de les pousser à approfondir et pérenniser leur action dans le Grand Sud après une intervention via le fonds. CUF et la Nouvelle-Aquitaine échangeront sur la mise en place de cet outil ;
- Remerciements aux participantes et participants, en présentiel et en distanciel.